

Ch. II*Proposition de la commission***Majorité****Al. 1**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Zimmerli, Piller, Salvioni)

Biffer

Geschäftsverkehrsgesetz**Loi sur les rapports entre les conseils****Art. 34 Abs. 2 (neu)***Antrag der Kommission***Mehrheit**

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Zimmerli, Piller, Salvioni)

Vor der Gesamtabstimmung wird auf Begehren des Vertreters des Bundesrates oder auf Antrag der Finanzkommission des Rates nochmals gesondert abgestimmt über:

- a. Subventionsbestimmungen in Gesetzen und allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüssen sowie über Verpflichtungskredite und Zahlungsrahmen, die neue einmalige Ausgaben von mehr als 20 Millionen Franken oder neue wiederkehrende Ausgaben von mehr als 2 Millionen Franken nach sich ziehen;
- b. Zahlungskredite im Voranschlag und seinen Nachträgen sowie über die mit dem Voranschlag und seinen Nachträgen unterbreiteten Verpflichtungskredite und Zahlungsrahmen, wenn sie höher sind, als es der Bundesrat oder die Finanzkommissionen beantragen.

Art. 34 al. 2 (nouveau)*Proposition de la commission***Majorité**

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Zimmerli, Piller, Salvioni)

Avant le vote sur l'ensemble, à la demande du représentant du Conseil fédéral ou sur proposition de la Commission des finances du Conseil délibérant, celui-ci vote encore une fois séparément sur:

- a. les subventions prévues dans des dispositions de lois et des arrêtés fédéraux de portée générale ainsi que sur les crédits d'engagements, et les plafonds de dépenses qui entraînent de nouvelles dépenses uniques de plus de 20 millions de francs ou des dépenses périodiques de plus de 2 millions de francs;
- b. les crédits de paiements portés au budget et ses suppléments ainsi que les crédits d'engagements et les plafonds de dépenses présentés dans le budget et ses suppléments, lorsqu'ils dépassent les propositions du Conseil fédéral ou des Commissions des finances.

Art. 43 Abs. 3 Bst. f (neu)*Antrag der Kommission***Mehrheit**

f. Bestimmungen von Gesetzen und allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüssen, die nach Artikel 88 Absatz 2 Buchstabe a der Bundesverfassung in jedem der beiden Räte der Mehrheit aller Mitglieder bedürfen.

Minderheit

(Zimmerli, Piller, Salvioni)

f. Bestimmungen von Gesetzen und allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüssen, über die nach Artikel 34 Absatz 2 gesondert abgestimmt werden kann.

Art. 43 al. 3 let. f (nouvelle)*Proposition de la commission***Majorité**

f. Les dispositions de lois et d'arrêtés fédéraux de portée générale qui doivent être adoptées à la majorité de tous les mem-

bres de chaque Conseil, conformément à l'article 88 alinéa 2 lettre a de la constitution.

Minorité

(Zimmerli, Piller, Salvioni)

f. Les dispositions de lois ou d'arrêtés fédéraux de portée générale pouvant faire l'objet d'un vote séparé, en application de l'article 34 alinéa 2.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit

24 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit

14 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

94.015

**Direkte Bundessteuer.
Harmonisierung
der direkten Steuern
der Kantone und Gemeinden**

**Impôt fédéral direct.
Harmonisation des impôts directs
des cantons et des communes**

Botschaft und Gesetzentwurf vom 16. Februar 1994 (BBI II 357)
Message et projet de loi du 16 février 1994 (FF II 353)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Reymond Hubert (L, VD), rapporteur: Il paraîtra sans doute curieux à d'aucuns que les règles applicables au capital propre dissimulé, introduites par les Chambres fédérales le 14 décembre 1990 lors de l'adoption des lois fédérales sur l'impôt fédéral direct (Lifd) et sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (Lhid), fassent aujourd'hui déjà l'objet d'une révision, alors même que les deux lois ne sont pas encore en vigueur.

En fait, le message du Conseil fédéral du 16 février 1994, posant la modification des dispositions légales de 1990, résulte de deux motions admises par les Chambres, celle de M. Engler (92.3530) au Conseil national et celle de M. Rüesch (93.3092) pour ce qui concerne notre Conseil.

Les règles adoptées le 14 décembre 1990, en ce qui concerne le capital propre dissimulé des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives, sont destinées à empêcher que ces entités juridiques puissent, au moyen de prêts rémunérables accordés par leurs actionnaires ou sociétaires, éventuellement par des proches de ces derniers, réduire de manière abusive le bénéfice imposable de l'entreprise. L'objectif est d'abord d'empêcher les personnes concernées de se soustraire au principe de la double imposition économique des bénéfices distribués, la première fois, en tant que bénéficiaire de l'entreprise et, la deuxième fois, en tant que rendement de la fortune mobilière de l'actionnaire ou du sociétaire.

Le problème étant posé, je vous suggère de l'examiner en trois points: primo, la solution du 14 décembre 1990; secundo, le projet du Conseil fédéral contenu dans le message du 16 février 1994; tertio, les propositions de votre commission.

La solution proposée le 14 décembre 1990, identique dans les deux lois sous revue, se divise en deux phrases très simples aux articles 75 Lifd et 29 alinéa 3 Lhid.

La première phrase fixe le principe général à savoir que: «Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives est augmenté de la part de leurs fonds étrangers qui est économiquement assimilable au capital pro-

pre.» Ce principe de base, enfin codifié dans les deux lois, n'a jamais fait l'objet de critiques. La question qui se pose ici est simplement celle de l'appréciation de l'autorité fiscale.

Or, nous l'avions résolu schématiquement, en 1990, dans la deuxième phrase traitant de cet objet en disant simplement que: «Pour les sociétés immobilières, le capital propre imposable correspond au tiers de la valeur de leurs actifs déterminante pour l'impôt sur le bénéfice.» Cette règle avait l'avantage de la simplicité pour l'autorité appelée à pratiquer le redressement fiscal en question.

C'est ce schématisme qui a donné lieu à bon nombre de protestations, notamment aux motions Engler et Rüesch. En particulier, la charge fiscale devenait insoutenable avec la disposition arrêtée dans le cas des sociétés immobilières que la Confédération soutient selon les articles 51 et 52 de la loi fédérale du 4 octobre 1974 encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements. Il va de soi que le redressement d'intérêts passifs peut avoir des conséquences très lourdes, voire insupportables, dans certains cas.

Dans son message du 16 février 1994, le Conseil fédéral tient compte de ces critiques et propose de modifier l'alinéa 2 de l'article 75 Lfd ainsi que la disposition correspondante de l'article 29a alinéa 2 Lhid. D'abord, le Conseil fédéral reprend le principe général relatif à l'imposition du capital propre dissimulé. Ensuite, il prévoit deux mesures: primo, il ramène le capital propre minimum d'un tiers, chiffre actuel, à un quart de la valeur des actifs déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Enfin, il prévoit dans les deux lois une dérogation à ce principe en faveur des sociétés immobilières, si celles-ci bénéficient du soutien de la Confédération déjà cité, ce qui a pour conséquence de mettre ces sociétés-là à l'abri de tout redressement de capital propre dissimulé et des intérêts passifs y relatifs.

Après être entrée en matière sans discussion, votre commission s'est exprimée, à l'unanimité moins 1 voix, en faveur du seul principe général relatif à la question du capital propre dissimulé. Par voie de conséquence, elle vous propose de biffer les alinéas 2, 3 et 4 des articles 75 Lfd et 29a Lhid.

De l'avis de la commission, la pratique administrative et judiciaire en matière de sous-capitalisation permet depuis une vingtaine d'années déjà de résoudre de manière efficace ce problème. De plus, la fixation du capital propre minimum des sociétés immobilières à un quart de la valeur des actifs déterminants pour l'impôt sur le bénéfice ne tient vraiment pas compte de la réalité économique. Certes, les sociétés immobilières peuvent échapper à la sous-capitalisation lorsque les valeurs immobilières augmentent, mais, dans ce cas-là précisément, le fisc bénéficie également de cette évolution qui influe sur les valeurs locatives et fiscales. Par ailleurs, c'est précisément cette évolution des valeurs vénales qui constitue le moteur naturel d'une société immobilière, puisqu'elle lui permet de contracter des dettes supplémentaires et de financer les projets d'expansion.

La mesure proposée n'est d'ailleurs pas non plus de nature à empêcher les abus. En revanche, en vertu des principes généraux de la fiscalité, l'Administration fédérale des contributions pourra adopter des critères plus sévères lorsqu'elle constate que les fonds étrangers ne sont pas réellement nécessaires à l'activité de l'entreprise.

Quant à l'exception prévue en faveur des sociétés et coopératives à caractère social, la commission a estimé qu'une telle mesure constituerait un corps étranger dans notre système fiscal et qu'elle aurait tout au plus pour effet d'inciter certaines sociétés à demander l'aide de la Confédération.

En conclusion, la commission ne conteste aucunement le principe relatif au redressement du capital propre dissimulé. Elle exige toutefois que seuls des critères économiques soient déterminants pour trancher cette question et que tous les contribuables soient traités selon le même principe.

M. le chef du Département fédéral des finances a d'ailleurs lui-même déclaré qu'il pouvait s'accommoder du seul principe relatif à la sous-capitalisation, et que le maintien d'une disposition spéciale concernant les sociétés immobilières en général ainsi que d'une exception en faveur des sociétés et coopératives immobilières que la Confédération soutient n'était pas une question vitale pour le fisc.

En conséquence, la commission vous propose que seuls les alinéas 1er des articles 75 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct et 29a de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes soient maintenus et que les alinéas 2, 3 et 4 soient biffés.

C'est ainsi qu'au nom de la commission je vous recommande d'entrer en matière et d'accepter ses propositions.

Gemperli Paul (C, SG): Ich bitte Sie, einzutreten und dem Antrag der Kommission zuzustimmen.

Das Problem der Unterkapitalisierung ist ein altes Problem, das in der Steuerpraxis seit sehr vielen Jahren diskutiert wird. Worum geht es? Einer juristischen Person werden von den Gesellschaftern oder von anderen nahestehenden Personen Mittel darlehensweise in einem Umfang zur Verfügung gestellt, wie es normalerweise unüblich ist. Die Gesellschaft erhält beispielsweise von den Aktionären, wenn es um eine AG geht, im Prinzip das Kapital darlehensweise und hat dadurch ungenügend Eigenkapital. Statt die Gesellschaft mit genügend Eigenmitteln auszustatten, wird das für die Geschäftstätigkeit notwendige Kapital durch ein Darlehen aufgebracht. Das hat nun unerwünschte Folgen, insbesondere in steuerlicher Hinsicht. Die Gesellschaft kann das finanzielle Ergebnis ihrer Tätigkeit in Form von Darlehenszinsen an die beteiligten Personen ausschütten. Dadurch erzielt sie keinen Gewinn. Die Besteuerung der Gesellschaft kann auf diese Art und Weise umgangen werden, etwas, was wir zweifellos nicht wünschen. Man sagt in der Schweiz immer, die Doppelbesteuerung sei grundsätzlich gottgewollt.

Heute rücken wir diesem Phänomen in der Praxis mit dem Instrument der Steuerumgehung zuleibe. Das hat allerdings gewisse Probleme. Wenn wir die Steuerumgehung nachweisen wollen, müssen wir auch nachweisen, dass der einzelne subjektiv Steuern einsparen wollte. Das ist die Kunst. Es genügt nicht, einfach nur nachzuweisen, dass die Finanzierung ungewöhnlich gewesen ist. Es muss auch noch nachgewiesen werden, dass er tatsächlich mit dieser Ungewöhnlichkeit auch Steuern einsparen wollte. Dieser Nachweis ist nicht immer ganz einfach zu erbringen. Allerdings haben die Steuerverwaltungen in der Richtung schon erhebliche Fortschritte gemacht, und durch entsprechende Kreisschreiben ist Gewähr gegeben, dass hier die grössten oder schlimmsten Fälle steuerlich entsprechend behandelt werden können.

Die neue Fassung, wie sie vorliegt, bringt zwar Klarheit. Aber die Klarheit, die sie bringt, ist im Grunde genommen eine formelle Klarheit; sie wird den materiellen Kriterien letztlich zuwenig gerecht. Aus diesem Grunde ist der Entwurf des Bundesrates nicht akzeptabel. Er geht von der wirtschaftlichen Realität weg. Für die Beurteilung, ob Eigenkapital oder Fremdkapital vorliegt, wird auf den Buchwert oder, genauer, auf den Einkommenssteuerwert abgestellt. Das ist ein formelles Kriterium, und dem wirtschaftlichen Sachverhalt wird damit nicht Rechnung getragen. Steuerrechtliche Normen können sich aber nicht nur auf formelle Sachverhalte abstützen, sondern sie müssen letztlich die materiellen Kriterien erfassen, um der Sache gerecht werden.

Wir haben bezüglich der Bewertung der Aktiven einer Gesellschaft in der Bilanz das Höchstwertprinzip. Ein Aktivum darf in der Bilanz nicht höher als zum tatsächlichen Wert eingestellt werden. Einer tieferen Bilanzierung steht aber nichts entgegen. Ich kann eine Liegenschaft, die 2 Millionen Franken wert ist, in der Bilanz auch mit 1 Million Franken einstellen. Das ist nach den entsprechenden Bilanzierungsvorschriften durchaus zulässig.

Aus diesem Grunde ist es möglich, dass in einem Aktivum einer Gesellschaft, sei es nun eine Aktiengesellschaft oder eine Genossenschaft, erhebliche stille Reserven vorhanden sind, die wirtschaftlich gesehen Vermögen und somit Eigenkapital darstellen. Das ist meines Erachtens bei einer sachgerechten Lösung in Rechnung zu stellen.

Wenn wir das Beispiel nehmen, dass eine Aktiengesellschaft ein Darlehen von 950 000 Franken und 50 000 Franken Eigenkapital hat und sie eine Liegenschaft für eine Million Franken kauft, dann liegt zweifellos – da gebe ich dem Bundesrat recht – eine Unterkapitalisierung vor. In einem solchen Fall

hat man zu intervenieren: Man hat einen Teil des Darlehens zum Eigenkapital zu rechnen und bei der steuerlichen Veranlagung der Gesellschaft auch entsprechend zu behandeln. Aber wenn in zehn Jahren diese Liegenschaft 1,5 Millionen Franken wert ist, dann ist eben Eigenkapital entstanden, das meines Erachtens nicht einfach ausgeklammert werden kann; in diesem Moment ist eben das Eigenkapital von 50 000 Franken auf 550 000 Franken angestiegen. Die Gesellschaft ist damit – mit anderen Worten – nicht mehr unterkapitalisiert. Wenn wir nun formell einfach davon ausgehen, dass – wie das die Absätze 2 vorsehen – vom Einkommenssteuerwert auszugehen ist, dann tragen wir diesen Tatsachen, d. h. der materiellen Situation, nicht Rechnung.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, dem Antrag der Kommission stattzugeben. Die Kommission stellt den Grundsatz auf, das steuerbare Eigenkapital sei auf den Wert festzusetzen, der ihm nach der wirtschaftlichen Bedeutung zukomme. Das ist ein Grundsatz, mit dem die Probleme zu lösen sind. Wenn Sie diesen Grundsatz aufnehmen, dann haben wir rechtlich gesehen eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem bisherigen Zustand. Man muss von der Verwaltung nicht mehr die Steuerumgehung nachweisen, also nicht mehr den subjektiven Willen, mit dieser Gestaltung Steuern einzusparen, sondern es genügt, wenn man den Nachweis erbringt, dass die Gesellschaft unterkapitalisiert ist; dann kann man die entsprechenden Korrekturen in der Veranlagung vornehmen. Ich bitte Sie, der Kommission zuzustimmen.

Stich Otto, Bundespräsident: Kapitalgesellschaften und Genossenschaften können die für ihren Geschäftsbetrieb nötigen eigenen Mittel nicht nur in Form von Aktienkapital bzw. von Grundkapital, sondern auch in Form von Darlehen seitens ihrer Gesellschafter oder Genossenschafter erhalten. Der Grund für dieses Vorgehen besteht in der Absicht, die auf das sogenannte Fremdkapital entfallenden sogenannten Passivzinsen der Erfolgsrechnung belasten zu können, während es sich dabei effektiv um Gewinnausschüttungen handelt. Mangels gesetzlicher Regelung musste das Problem bisher weitgehend mit Hilfe der allgemeinen Grundsätze über die Steuerumgehung gelöst werden. In diesem Rahmen entwickelte sich bei Immobiliengesellschaften und -genossenschaften, wo verdecktes Eigenkapital besonders häufig vorkommt, die in der Folge auch vom Bundesgericht sanktionierte Praxis, dass vom massgebenden Verkehrswert der Liegenschaften in der Regel 80 Prozent als Höchstbetrag der von der Gesellschaft aus eigener Kraft erhältlichen Fremdmittel zu betrachten sind.

Es war naheliegend, eine entsprechende Regelung in die Harmonisierungsgesetzgebung aufzunehmen. Sowohl im Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer wie im Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden wurde der Grundsatz aufgestellt, dass das steuerbare Eigenkapital von Kapitalgesellschaften und Genossenschaften um jenen Teil erhöht wird, dem wirtschaftlich die Bedeutung von Eigenkapital zukommt.

Zusätzlich wurde für Immobiliengesellschaften und Immobilien-genossenschaften in einer Sonderregelung vorgeschrieben, dass deren steuerbares Eigenkapital einer festen Quote im Umfang von einem Drittel der für die Gewinnsteuer massgeblichen Aktiven zu entsprechen habe. Diese gesetzliche Regelung haben die eidgenössischen Räte nach ausführlicher Beratung beschlossen.

In den beiden vom Parlament überwiesenen Motionen (Engler und Rüesch) wurde in der Folge bemängelt, dass mit der getroffenen gesetzlichen Regelung auch echtes Fremdkapital steuerlich zu Eigenkapital werden kann und dass dabei insbesondere Wohnbaugenossenschaften betroffen würden.

Die vorliegende Botschaft trägt dieser Kritik Rechnung. Sie hält am unbestrittenen Grundsatz fest, wonach Fremdkapital, das wirtschaftlich Eigenkapital bildet, zum steuerbaren Eigenkapital zu rechnen ist.

In Anlehnung an eine seit rund 20 Jahren bestehende Lösung im Aargauer Aktiensteuergesetz wird die für Immobiliengesellschaften und Immobilien-genossenschaften massgebliche Eigenkapitalquote von bisher einem Drittel auf ein Viertel her-

abgesetzt. Sodann wird durch eine Neuformulierung sichergestellt, dass echtes Fremdkapital steuerlich nie als verdecktes Eigenkapital aufgerechnet wird. Für Träger des sozialen Wohnungsbaues wird schliesslich noch speziell festgehalten, dass eine steuerliche Erhöhung des Eigenkapitals in jedem Fall ausgeschlossen bleibt.

Die Kommission Ihres Rates hat einstimmig Eintreten auf die Vorlage beschlossen, in der Folge aber bloss den unbestrittenen Grundsatz gutgeheissen, die Sonderregelung für Immobiliengesellschaften und Immobilien-genossenschaften indes abgelehnt. Doch ist zu bedenken, dass das Parlament vor fünf Jahren ausdrücklich eine solche Sonderregelung gewünscht hat, weil sich Missbräuche vor allem bei den sogenannten Körperschaften ergeben. Auch die Motionen Engler und Rüesch sprechen sich keineswegs gegen eine Sonderregelung aus.

Der Bundesrat erachtet – gerade auch in Erfüllung des ihm mit den Motionen gesetzten Auftrages – eine Sonderregelung für die Immobiliengesellschaften und Immobilien-genossenschaften als zweckmässig und wünschenswert. Dass daraus für die Wirtschaft keine unzumutbaren steuerlichen Folgen resultieren, beweist die ähnliche Lösung des Kantons Aargau, die seit rund 20 Jahren Anwendung findet.

Zwar trifft es zu, dass in einer ersten Konsultation sich eine Mehrheit der kantonalen Steuerverwaltungen für die Aufnahme bloss des Grundsatzes in die Gesetze ausgesprochen hat. In einer zweiten Konsultation fand jedoch die nunmehr vorgeschlagene Lösung ebenfalls eine Mehrheit der angefragten Kantone.

Die Steuerbehörden könnten notfalls auch mit einer auf den Grundsatz verkürzten gesetzlichen Regelung leben, wie sie Ihre vorberatende Kommission beantragt. Diese Regelung hat gegenüber dem zurzeit geltenden Recht immerhin noch den einen Vorteil, dass nicht mehr das subjektive Element der Steuerumgehung, die entsprechende Absicht, nachgewiesen werden muss. Es genügt nämlich das objektiv feststellbare überhöhte Fremdkapital.

Aus den bereits genannten Gründen erachtet jedoch der Bundesrat die zusätzliche Sonderregelung für Immobiliengesellschaften und -genossenschaften gleichwohl als zweckmässig und vor allem der Rechtssicherheit dienlich. Andernfalls würde ausgerechnet in diesem sensiblen Bereich ein wesentlicher Rückschritt gegenüber der Harmonisierungsgesetzgebung vollzogen, bevor sich diese überhaupt richtig auswirken konnte. Nachher einheitliche Regelungen in der Schweiz durchzusetzen dürfte vermutlich nicht mehr ganz so einfach sein.

Deshalb beantrage ich Ihnen, entgegen dem Antrag Ihrer Kommission, dem bundesrätlichen Entwurf zuzustimmen.

Rüesch Ernst (R, SG): Nachdem der Bundespräsident den erwähnten Motionär angesprochen hat, möchte ich einfach noch folgendes festhalten: Als Motionär bin ich über die zweite Vorlage, die heute vor uns liegt, enttäuscht. Die erste Vorlage, die bei den Kantonen in Vernehmlassung ging, hat der Motion Engler und meiner Motion voll entsprochen. 18 Kantone haben zugestimmt, das sind 78 Prozent der Vernehmlassungsinstanzen, und ich sehe wirklich nicht ein, wieso man dann nachher nochmals eine neue Vernehmlassung gemacht hat, die dann noch so kurz vor sich ging und eine knappe Mehrheit bei den Kantonen ergab. Für mich ist das erste Resultat immer noch das massgebende!

Zum zweiten stelle ich fest, dass auch Herr Engler als Motionär im Nationalrat die gleiche Meinung hat und im Nationalrat bzw. in dessen Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) vertritt.

Zum dritten habe ich mit verschiedenen Wohnbaugenossenschaften Verbindung aufgenommen; die sind ebenfalls alle über die zweite Lösung enttäuscht. Sie sind der Auffassung, dass die erste Lösung, die dem entspricht, was die Kommission jetzt will, die richtige sei, weil nämlich dieser Grundsatzartikel, diese Grundsatzbestimmung, ja in der Bundesgerichtspraxis der vergangenen Jahrzehnte Gestalt einer klaren Praxis angenommen hat. Man kann jenen Leuten, die Steuern hinterziehen wollen, wirklich nun begegnen, ohne dass man damit Vorschriften aufstellt, die andere unnötig schikanieren.

Ich bitte Sie deshalb, der Kommission zuzustimmen, die immerhin mit allen Stimmen gegen eine diese Meinung vertritt.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 75

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2–4

Streichen

Art. 75

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2–4

Biffer

Ziff. II Einleitung, Art. 29 Sachüberschrift, Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II introduction, art. 29 titre médian, al. 3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Art. 29a

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2–4

Streichen

Art. 29a

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2–4

Biffer

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission

25 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates

2 Stimmen

Ziff. III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. III

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

25 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

Präsident: Damit sind wir am Ende unserer Traktandenliste angelangt. Ich möchte hier auf ein besonderes Ereignis hinweisen: Vor 25 Jahren – also auf Beginn der Sommersession 1969 – hat Herr Urs Marti für die «Neue Zürcher Zeitung» die Berichterstattung aus dem Ständerat übernommen. Seither haben wir am berühmten «Morgen danach» jeweils das Protokoll unserer Beratungen in Kurzform gedruckt vorliegen. Das ist uns ausserordentlich nützlich. Wir können lesen, wie unsere Ausführungen angekommen sind und was wir gesagt haben.

Wir danken Herrn Marti herzlich für seine Treue und die geleistete Arbeit und verbinden damit den Wunsch, dass er auch in Zukunft immer nur Interessantes, Anregendes und Gehaltvolles aus unserem Rat berichten könne. *(Beifall)*

Schluss der Sitzung um 20.50 Uhr

La séance est levée à 20 h 50

Direkte Bundessteuer. Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden

Impôt fédéral direct. Harmonisation des impôts directs des cantons et des communes

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.015
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.05.1994 - 18:15
Date	
Data	
Seite	394-397
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 288

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.